



Communiqué de presse

Les apiculteurs en colère : il est temps que le gouvernement réagisse !

Saint-Mandé, le 26 janvier 2024

Les agriculteurs manifestent depuis plusieurs jours pour alerter sur la crise qui traverse le secteur agricole. Les apiculteurs, en tant qu'agriculteurs, sont également touchés par celle-ci et partagent cette colère. Depuis plusieurs mois, l'UNAF alerte de la crise qui touche les apiculteurs professionnels qui n'arrivent plus à écouler leur production de miel en vrac ou, lorsqu'ils trouvent acheteur, sont contraints de le vendre à un prix proche ou parfois inférieur au simple coût de revient. Si le gouvernement ne réagit pas à cette énième alerte, les apiculteurs de l'UNAF se mobiliseront autour d'opérations coups de poing jusqu'à ce que nos demandes soient entendues !

Les apiculteurs, comme le reste des agriculteurs, subissent la concurrence déloyale des produits importés, l'augmentation du prix du gasoil, une rémunération et une retraite insuffisante, des difficultés à renouveler les générations, etc. Face à l'inaction de l'interprofession des produits de la ruche - InterApi, censée les défendre, la colère monte chez les apiculteurs !

L'UNAF exige ainsi que le gouvernement prenne rapidement les mesures nécessaires telles que la mise en place d'aides exceptionnelles **urgentes** pour les apiculteurs professionnels qui n'arrivent pas à vendre leur miel en vrac (comme nous le demandons depuis novembre 2023 !) et une révision de la directive miel ambitieuse qui protège les apiculteurs européens de la concurrence déloyale des miels importés frauduleux.

Enfin, l'UNAF a constaté que certains syndicats agricoles détournent la colère des agriculteurs de sa véritable cible, le système économique productiviste et libre échangiste mis en place par les politiques agricoles et économiques de ces dernières années avec la collaboration de ces mêmes syndicats, pour pointer du doigt "les contraintes environnementales". L'UNAF soutient vivement les politiques de protection de l'environnement telles que la préservation des haies ou encore la récente interdiction des néonicotinoïdes, des substances actives extrêmement néfastes pour les pollinisateurs et la biodiversité dans son ensemble.

Pour Christian Pons : « *Il est primordial et urgentissime que l'Etat revoie en profondeur sa stratégie agricole et accompagne financièrement les agriculteurs vers une transition agroécologique, devenue indispensable, afin d'assurer la pérennité de l'agriculture tout en protégeant la biodiversité* ».

Christian Pons,
Président de l'Union Nationale de l'Apiculture Française